

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 06/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLVALOR SEINE

LA HAYE DE PAN
35170 Bruz

Références : 2025.11.T.622.SB/ChH
Code AIOT : 0005802920

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement SOLVALOR SEINE implanté 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2025, l'inspection s'est rendue le 26 septembre 2025 dans les installations exploitées par la société SOLVALOR SEINE, chemin du Halage à Sotteville les Rouen afin de procéder à une visite d'inspection sur les thématiques suivantes : gestion des envols de poussières, suivi des activités de traitement des sédiments et conditions de réception, d'entreposage, traitement des terres et déchets sur le site. La visite intervient également dans le cadre de la réception d'un signalement datant d'août 2025 pour des suspicions de mauvaise gestion des déchets reçus, signalement relayé par le collège "alerte environnement" de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVALOR SEINE
- 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005802920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVALOR SEINE est autorisée par arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 à exploiter une plate-forme fluviale de transit et valorisation de terres, déblais de chantier et déchets du BTP inertes et non inertes sur les communes de Sotteville-lès-Rouen et Amfreville-la-Mivoie. Elle est également autorisée à traiter des sédiments non inertes non dangereux issus du dragage de la Seine dans ses installations.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 26/09/2025, article R.122-2	Mise en demeure, déchets, Amende	1 mois
2	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 2.7 et 4.3.3.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Gestion des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 4.3.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Gestion des Déchets	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 5.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Gestion des Déchets	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 5.4.3, 5.5.3 et 8.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
8	Gestions des terres et déchets	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 8.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
9	Traçabilité / BSD	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 5.2.5 et article R.541-45 du CE	Demande d'action corrective	1 mois
10	Mélange de déchets	Code de l'environnement du 26/09/2025, article L.541-7-2	Amende, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Mesure de bruit	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a conduit à constater :

- l'exercice d'une activité non autorisée sur le site à savoir la réception de déchets liquides dangereux, relevant d'une autorisation environnementale au titre de la directive IED ;
- le mélange de déchets dangereux et non dangereux (opération interdite par l'article L.541-7-2 du CE) ;
- un défaut de traçabilité électronique de déchets dangereux (absence de BSD électroniques prévus par l'article R.541-45 du CE) ;
- des non-conformités dans l'exploitation du site : un manque de vérification de la conformité des déchets admis au sein de l'installation, des bordereaux de suivi de déchets électroniques erronés et/ou incohérents avec notamment les certificats d'acceptation préalable, des défauts de traçabilité (identification des lots notamment).

Aussi, respectivement à ces constats, l'inspection propose à monsieur le préfet de:

- en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, ordonner le paiement d'une amende administrative de 45 000€ pour exploitation illégale d'une activité soumise à autorisation et de mettre en demeure SOLVALOR SEINE de cesser la réception des déchets liquides ou de déposer une demande d'autorisation environnementale pour pouvoir réceptionner des déchets liquides dangereux. A titre de mesure conservatoire, il est demandé de faire procéder au retrait par leurs producteurs des déchets liquides non dangereux et/ou dangereux admis, de faire nettoyer les zones concernées par l'entreposage de ces déchets liquides et de faire contrôler l'étanchéité du site ;
- en application de l'article L.541-3 du code de l'environnement, ordonner le paiement d'une amende administrative de 15 000 € pour mauvaise gestion de déchets et de mettre en demeure SOLVALOR SEINE de cesser le mélange de déchets dangereux et non dangereux en application de l'article L.541-7-2 du code de l'environnement ;
- en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9/12/2020, en particulier les prescriptions des articles 5.1.3 (entreposage interne des déchets), 5.2.5 (BSD électronique - traçabilité des déchets), 5.5.3 (vérification sur place) et 8.3.2 (identification des lots), 8.3.4 (réception sur site) dans les délais indiqués.

De plus, il est formulé des demandes à l'attention de SOLVALOR SEINE concernant le suivi du procédé de traitement par lavage (déclaration d'incident, analyse des eaux claires traitées, mise à jour des plans des réseaux, analyse sur la dangerosité des déchets sortants) et l'exploitation des installations (mesure des retombées atmosphériques, entretien des bassins).

Enfin, en application des articles L.541-2 et L.541-3 du code de l'environnement, des suites seront également proposées à l'encontre des producteurs des déchets liquides dangereux pour avoir envoyé leurs déchets dans une installation non autorisée à les recevoir et à les traiter, et ce, en raison

de leur responsabilité en tant que producteur des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/09/2025, article R.122-2
Thème(s) : Situation administrative, Modifications ou extensions
Prescription contrôlée : I. - Les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au présent article font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas, en application du II de l'article L. 122-1, en fonction des critères et des seuils précisés dans ce tableau. A titre dérogatoire, les projets soumis à évaluation environnementale systématique qui servent exclusivement ou essentiellement à la mise au point et à l'essai de nouveaux procédés ou de nouvelles méthodes, pendant une période qui ne dépasse pas deux ans, font l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas. II. - Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.
Constats : L'inspection constate le jour de la visite la présence d'un camion citerne de la société Yves MADELINE sur lequel étaient apposées les plaques à mention de danger « 30-1993 », correspondant à des liquides inflammables en application de la réglementation ADR de transport de marchandises dangereuses. Selon le témoignage du chauffeur, ce dernier a déchargé par gravité son chargement depuis l'arrière de la citerne dans l'alvéole n°2 au sein de la zone n°5 (stockage temporaire de terres polluées dangereuses en attente de traitement). L'inspection a constaté la présence de déchets liquides dans l'alvéole n°2, contenus par un merlon de terre d'une hauteur de 1 m environ. Les déchets liquides couvrent l'ensemble de la superficie de l'alvéole 2 de la zone n°5. Les déchets sont identifiés par un panneau indiquant les lots SL307, SL327 et SL221. L'inspection a consulté le registre Trackdéchets et le BSD n° 20250925-P14V5TKB1 correspondant à cet apport qui indique un déchet dangereux liquide (code 130502*) sous le nom de boues hydrocarburées. Ce BSD renvoie d'ailleurs à un n° de CAP (certificat d'acceptation préalable n° SK509) différent des 3 numéros de lots apposés sur le panneau présent au droit de l'alvéole d'entreposage. La consultation du registre Trackdéchets met en évidence que depuis le début de l'année 2025, l'exploitant a accepté 1 020,47 tonnes de déchets liquides dangereux. Ce même registre mentionne l'admission de 4735 tonnes de boues hydrocarburées. Ces constats confirment les pratiques visionnées dans les vidéos transmises à l'inspection en août 2025 et présentées à l'exploitant le jour de la visite, vidéos montrant des déchets liquides déversés par des camions hydrocureurs. Les mentions sur les documents (BSD, registre, mentions ADR), le mode de transport (citerne), les conditions de livraison (dépotage gravitaire par un tuyau orifice de 20 cm de diamètre) et les conditions d'entreposage du déchet dans l'alvéole (fermée avec un merlon pour éviter l'écoulement des produits) confirment le caractère liquide du déchet.

L'exploitant a indiqué que ces déchets liquides dangereux sont admis sur le site en vue de leur traitement dans son procédé de lavage des terres polluées.

De plus, le stockage dans l'alvéole fermée tel que constaté le jour de la visite permet la décantation des déchets liquides dangereux, constituant ainsi une activité soumise à autorisation au titre de la rubrique n°3510 de la nomenclature des installations classées à partir de 10t/j. Le site réceptionne régulièrement des citernes d'une capacité de 20 à 30 tonnes selon Trackdéchets et la quantité de déchets liquides dangereux décantée le jour de la visite était supérieure au seuil de 10 t/j. Le site est déjà classé au titre de la rubrique n°3510, mais la nouvelle activité de décantation de déchets liquides dangereux, actuellement non autorisée, dépasse en elle-même le seuil de 10t/j fixé pour cette rubrique n°3510. L'autorisation d'une telle activité dépassant le seuil fixé est soumise à évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R122-2 du code de l'environnement.

Ecart réglementaire majeur n°1:

Le mode de traitement par décantation (décrit dans le document de référence sur les meilleures technologies disponibles - BREF Waste Treatment) n'est pas autorisé sur le site de SOLVALOR SEINE (l'arrêté actuel autorise que le concassage, le lavage, le traitement biologique au titre de la rubrique 3510). La rubrique 3510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relève par ailleurs de la directive européenne dite "IED" (industrial emission directive, en anglais), mentionnée à l'article L. 515-28 du code de l'environnement. A ce titre, et du fait du seuil de 10 t/j qui est dépassé, une nouvelle activité allant au delà du seuil de 10 t/j est soumise à évaluation environnementale systématique. Ainsi, l'exercice de cette activité est considéré comme une modification substantielle au sens des critères mentionnés à l'article R.181-46 du code de l'environnement, et rend l'exploitant redevable du dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale.

Il est à rappeler que le site est autorisé pour le traitement de terres polluées, que la demande d'autorisation de SOLVALOR SEINE n'a jamais sollicité l'autorisation de recevoir et de traiter des déchets liquides dangereux. D'ailleurs, le site ne dispose pas des moyens techniques pour ce faire dans de bonnes conditions (absence de cuves, réserves, capacités de stockage fermées, gestion des émissions atmosphériques volatiles susceptibles d'être émises par des déchets liquides, gestion des odeurs, etc.). De plus, l'arrêté du 9/12/2020 interdit explicitement l'admission de déchets liquides.

En application de l'article L171-7 du code de l'environnement, l'inspection propose à monsieur le préfet:

- d'ordonner le paiement d'une amende administrative de 45 000 € pour exploitation d'une activité n'ayant pas fait l'objet de l'autorisation requise ;
- de mettre en demeure SOLVALOR SEINE de régulariser la situation administrative du site en cessant la réception des déchets liquides dangereux ou en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale pour cette activité ;
- de prescrire, à titre de mesure conservatoire, le nettoyage des zones concernées par l'entreposage des déchets liquides dangereux et le contrôle de l'étanchéité du site, dans un délai de 1 mois.

Le montant de 45 000 euros d'amende est justifié par l'acceptation de plus 1 000 t de déchets liquides dangereux depuis début 2025, voire même plus de 5750 tonnes si l'on considère que les boues hydrocarburées sont des déchets liquides. Le coût de traitement moyen est estimé par l'inspection à 200 euros / t soit un chiffre d'affaire total estimé de 200 000 à plus de 1 million d'euros.

Après la visite, concernant le déchet qui avait été admis pendant la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 7 octobre 2025 avoir refusé sous Trackdéchets le déchet de la société Yves MADELINE. Celui-ci a été repris le 3 octobre 2025 par le producteur par 2 camions hydrocureurs

de la société SARP Nord, bons de pesée à l'appui de 12,84 t et 7,78 t (= 20,62 t).

Outre les suites mentionnées ci-dessus à l'encontre de la société SOLVALOR SEINE, des suites seront également proposées à l'encontre du producteur pour avoir envoyé des déchets vers une installation non autorisée (mise en demeure de reprendre leur déchet et amende administrative).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 2.7 et 4.3.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux issues du procédé de lavage

Prescription contrôlée :

2.7.1 . Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.

Ce rapport est transmis **sous 15 jours** à l'inspection des installations classées.

4.3.3.5. Eaux issues du procédé de lavage

On entend par eaux de procédé de lavage, les eaux issues du traitement des terres et déchets par lavage. Elles permettent le lavage des fractions grossières, notamment graves et sables. Les polluants se retrouvent en suspension dans l'eau. Ces matières en suspension très fines contenant les polluants des eaux de procédé sont captées et traités comme indiqué ci-après.

L'installation de lavage des terres et déchets nécessite un apport de 200 m³/h d'eau. Cette eau est issue de la lagune 4 ou de prélèvements en Seine.

Les eaux de procédé sont traitées conformément aux prescriptions indiquées à l'article 4.3.5 des présentes prescriptions.

Constats :

L'inspection a été destinataire de plusieurs vidéos, objets du signalement d'août 2025. Lors de la visite, l'inspection a présenté une vidéo montrant le débordement d'eau au niveau de l'installation de traitement des eaux de lavage issues du procédé de traitement des terres du site. L'exploitant confirme avoir eu un incident (présence de fines) sur une pompe de renvoi des eaux traitées dans le circuit du procédé de traitement par lavage.

Il précise avoir :

- arrêté le procédé de lavage pendant l'événement ;
- procédé au nettoyage de la pompe, qui fonctionne depuis l'incident survenu en août avec un débit plus faible pour éviter tout nouveau débordement, dans l'attente de la réception d'une nouvelle pompe de remplacement.

Il indique également qu'il n'y aurait pas eu beaucoup de déversement d'eau, lesquelles seraient d'ailleurs des eaux traitées issues du procédé de lavage sans impact significatif sur la plateforme étanche sur laquelle elles se sont déversées. La plateforme est en effet reliée au bassin n°1 de récupération des eaux de ruissellement.

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas déclaré cet incident qui aurait pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, et note que l'incident a duré suffisamment longtemps pour que quelqu'un ait le temps de prendre l'initiative d'en faire une vidéo.

Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 2 octobre 2025 un plan des réseaux du site qui reste incomplet et difficilement exploitable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : L'exploitant doit **au plus tard sous un délai de 15 jours** transmettre à l'inspection un rapport d'incident précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire. Il confirmera le remplacement de la pompe à l'origine de l'incident, en transmettant par exemple le bon d'intervention et/ou de remplacement de la pompe.

Demande n° 2 : L'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** effectuer une analyse des eaux claires traitées issues du procédé de lavage afin de s'assurer du respect sur les paramètres indiqués aux articles 4.3.9 et 4.3.10 de l'arrêté d'autorisation du 9 décembre 2020. Le rapport sera transmis à l'inspection dès réception.

Demande n° 3 : L'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** transmettre à l'inspection un plan des réseaux à jour et identifiant a minima tous les réseaux d'eaux et d'assainissement du site, notamment les bassins et les séparateurs à hydrocarbures en tenant compte des modifications actuelles et spécifiant les éventuelles modifications à venir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols de poussières

Prescription contrôlée :

Toutes les dispositions sont prises pour limiter les envols de poussières (confinement si besoin). Notamment en périodes sèches, les transports de matériaux sont assurés par des bennes munies de dispositifs de protection (bâches). Les pistes et/ou les matériaux trop secs (dans les zones de stockage de matériaux et de concassage) sont légèrement arrosés à l'aide des réserves d'eau du site. Enfin l'amendement et le dressage des andins (en zone Biocentre) s'effectuent lors de périodes de vents faibles (le cas échéant l'exploitant consulte la rose des vents). Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières (arrosage des pistes,...).

Conformément au chapitre 8.5 des présentes prescriptions, l'installation de concassage est équipée d'un dispositif de rabattement de poussières mis en fonctionnement en cas de besoin (par temps sec). Des mesures d'émission de poussières sont réalisées tant sur l'environnement qu'au poste de travail. Notamment, un point de mesure est situé à proximité immédiate de l'installation de traitement par lavage. Les dispositifs de mesure sont les suivants :

- un analyseur de poussières en temps réel (néphalomètre) est mis en place tous les trimestres sur l'installation de concassage afin d'évaluer les émissions de poussières générées ;
- 3 points de mesure (dont un témoin à proximité immédiate de l'installation) sont placés en dehors du site (3 à proximité immédiate et 3 en rive droite de la Seine) et des mesures par méthode des plaquettes et sur tube passif (charbon actif ou biofiltre) sont réalisées une fois par an. Ces mesures sont réalisées dans les conditions représentatives de l'activité, par temps sec et vent faible. L'exploitant propose et met en place des mesures correctives en cas de valeurs anormales. Les résultats sont communiqués à l'inspection et à la Commission de suivi de site dans les formes prévues aux articles 9.2.4 et 9.4.1 des présentes prescriptions.

Constats :

Le site a fait l'objet de plusieurs signalements d'envol de poussières de la part de riverains, en avril (photographies à l'appui) puis en août 2025.

L'inspection constate que l'exploitant a ouvert en interne un registre des plaintes. L'exploitant indique que la présence de poussière est principalement liée à la circulation des camions.

L'inspection constate la présence :

- d'un dispositif brumisateur positionné à l'entrée du site,
- d'un système d'arrosage automatique en fonctionnement le long de la piste Nord-Ouest du site longeant le chemin de Halage avec une temporisation en période sèche : l'exploitant indique avoir augmenté la plage de mise en route automatique désormais de 7h30 à 9 h, 10h30 à 12 h et de 13h30 à 16 h.
- la plantation d'arbustes dont certains n'ont pas pris le long de la piste Nord-Ouest du site longeant le chemin de Halage

L'exploitant précise à long terme engager la réfection et le renforcement des revêtements au sol sur certaines voies de circulation.

L'inspection constate que le rapport de mesures des rejets atmosphériques sur l'environnement du site, réalisées du 19 août au 20 septembre 2024 ne montre pas d'impact de retombées de poussières. Concernant la campagne d'août/ septembre 2025, l'exploitant n'a pas encore reçu le rapport des mesures réalisé par le bureau IDRA Environnement mais précise que comme l'année passée, il n'a pas été relevé de valeurs anormales et d'impact de retombées de poussières. Il est proposé d'ajouter un point de mesure devant le site et à proximité immédiate des établissements voi-

sins. L'exploitant propose d'installer un point de mesure chez la société METRO pour la prochaine campagne de mesure de 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°4 : L'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois transmettre le rapport de mesure des retombées atmosphériques de 2025. Il doit également ajouter un point de mesure à proximité des établissements en face du site et situé sur le chemin de Halage pour la prochaine campagne de 2026 dont le rapport sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Gestion des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 4.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales internes du site
Prescription contrôlée : <p>Le réseau d'eau pluviale est vérifié, contrôlé et rénové si besoin, avant tout apport de terres ou déchets sur le site et avant mise en service de l'installation de traitement.</p> <p>Les lagunes 1, 2 et 3 sont considérées comme les lagunes de stockage d'eaux de ruissellement ; elles sont équipées, en sortie, d'un séparateur à hydrocarbures, chacun vérifié semestriellement, nettoyé et vidangé autant que nécessaire et au minimum 1 fois par an, conformément au point 4.3.6 des présentes prescriptions. Les vérifications (date, constat, mesure à prendre le cas échéant) sont consignées dans un registre de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La lagune 1 est vérifiée semestriellement, nettoyée et vidangée autant que nécessaire et au minimum une fois par an afin de la vider des fractions fines des eaux de ruissellement qui ont décanté dans ce bassin. Les lagunes 2 et 3 sont quant à elles vérifiées semestriellement, nettoyées et vidangées autant que nécessaire et au minimum tous les 2 ans. Les vérifications (date, constat, mesure à prendre le cas échéant) sont consignées dans un registre de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les eaux contenues dans la lagune 4 sont utilisées dans le procédé de lavage des terres et déchets. En cas de trop plein de la lagune 4, les eaux peuvent être rejetées en Seine, selon les modalités indiquées aux articles 4.3.7 à 4.3.11 des présentes prescriptions.</p> <p>Les eaux pluviales pouvant s'accumuler dans les zones de stockage des matériaux ou les voiries à proximité du hangar sont collectés par un dispositif permanent permettant de les évacuer et de les traiter au même titre que les eaux de procédé de lavage des terres et déchets.</p> <p>Les eaux pluviales entrées en contact avec les terres et déchets non inertes sont collectées et traitées au même titre que les eaux de procédé de lavage des terres et déchets. A noter que les terres et déchets dangereux sont stockés en zones couvertes (article 8.2.2 des présentes prescriptions).</p> <p>Le séparateur à hydrocarbures, en amont du bassin de collecte des eaux de ruissellement sur la zone casiers/transit de matériaux de type 1- et 2, est vérifié semestriellement, nettoyé et vidangé autant que nécessaire et au minimum une fois par an, conformément au point 4.3.6 des présentes prescriptions. Le bassin de collecte est vérifié semestriellement, nettoyé et vidangé autant que nécessaire et au minimum une fois par an afin de le vider des fractions fines des eaux de ruissellement qui ont décanté dans ce bassin.</p>

L'unité de traitement (composé d'un débourbeur, dégrilleur et d'un séparateur à hydrocarbures) des eaux pluviales de ruissellement sur la zone du biocentre est vérifiée semestriellement, nettoyée et vidangée autant que nécessaire et au minimum une fois par an.

Constats :

L'inspection montre la vidéo n°2, qui donne une vue sur la lagune n°4 stockant les eaux dites « propres » du site avant rejet en Seine, dont le fond semble noirâtre. L'exploitant indique que c'est normal car il reste toujours un peu de sédimentation en fond et propose de nettoyer la lagune n°4. De plus, l'inspection constate plusieurs dépassements sur les analyses de 2024 et notamment celle de mars 2025 sur les paramètres en MES=51 mg/l (valeur limite 35 mg/l) , Azote global=53.5 (valeur limite 30 mg/l) DCO=670 mg/l (valeur limite 125 mg/l) DBO5 = 376 mg/l (valeur limite 30 mg/l) COT=230 mg/l (valeur limite 40 mg/l). L'exploitant confirme à réception des résultats avoir procédé au nettoyage du filtre à charbon du nouveau dispositif de traitement des eaux (notamment pour piéger les PFAS) avant rejet en Seine, et au curage du bassin à la pelle mécanique. Les analyses d'avril et mai 2025 ne relèvent plus de dépassement.

L'exploitant précise que les séparateurs à hydrocarbures du site sont nettoyés et curés en interne (bon d'intervention à l'appui) deux fois dans l'année en mars et septembre. Les boues issues du nettoyage ainsi que les boues de fond de bassins sont stockées dans la zone de déchets dangereux avant d'être traitées sur le site via le procédé de traitement par lavage.

L'exploitant tient à jour son registre d'entretien des ouvrages et dispositifs de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être souillées.

L'inspection constate la présence de végétation autour des lagunes ainsi qu'une pige de niveau dans la lagune n°4 afin de prévenir tout débordement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** procéder au nettoyage de la végétation autour des lagunes du site ainsi que de la lagune n°4. Il doit également **dès à présent** tracer en interne les quantités de boues issues du nettoyage de ses séparateurs à hydrocarbures et des bassins dans son registre interne de suivi chronologique des déchets (déchets entrant interne puis expédiés envoyés en traitement interne) au titre de l'article R.541-43 du CE. Les déchets dangereux font l'objet d'un BSD émis sous Trackdéchets. Il doit également intégrer dans son registre de suivi et d'entretien des ouvrages et dispositifs de traitement, le changement du filtre du dispositif de traitement au charbon actif installé sur le bassin n°3 (bassin final) avant rejet en Seine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Gestion des Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 5.1.3

Thème(s) : Autre, Exploitation des installations d'entreposage interne

Prescription contrôlée :

Les déchets produits et/ou accueillis, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souter-

raines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants ainsi que les aires d'entreposage des matériaux élaborés à partir des terres (graves et sables du procédé de lavage) non inertes (non conformes à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014) sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Des prescriptions particulières peuvent être imposées selon les installations et type de déchets accueillis et/ou traités (cf. chapitres 5.3 à 5.8 des présentes prescriptions)

Constats :

L'inspection constate la présence de déchets pâteux qui viennent d'être vidés du « fond de citerne » d'un camion de la société Yves MADELINE dans la zone 3 afférente au stockage de déchets non dangereux. Or, selon les éléments du bordereau de suivi de déchet (BSD), ce déchet est qualifié de déchet dangereux. Le mélange de déchets dangereux et non dangereux est abordé plus en détail au point de contrôle n°10.

L'inspection constate également la présence de déchets liquides contenus dans une alvéole (3 côtés en béton, fermée sur le 4^{ème} coté par un merlon de terre) dans cette même zone. L'étanchéité de l'alvéole vis-à-vis des liquides n'est pas démontrée, un suintement étant visible à l'extérieur de l'un des murs de l'alvéole. Ce qui confirme la pratique visionnée sur les vidéos du signalement réceptionné en août 2025, qui montrent des déversements de déchets liquides possiblement dangereux à même le sol par des camions hydrocureurs sur la zone 3 (dédiée à l'entreposage de déchets non dangereux) et la constitution de merlons de terre pour contenir un déchet liquide dans les zones non couvertes (zone 3 et zone destinée à la sédimentation des boues de dragages, dédiées aux déchets non dangereux).

La réception de ces déchets telle que montrée sur les vidéos ne permet donc pas de prévenir un lessivage par les eaux météoriques et d'éviter toute pollution des eaux superficielles. Les constats faits lors de la visite (alvéole ne semblant pas étanche aux liquides) confirment le risque de pollution des sols et eaux souterraines.

Écart réglementaire majeur n°2 : le fait de ne pas entreposer les déchets réceptionnés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution constitue une non-conformité à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020.

Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant procède **au plus tard sous un délai d'un mois** au nettoyage de la zone 3 et de la zone destinée à la sédimentation des boues de dragages, ainsi qu'à la vérification du bon état et de l'étanchéité, par un contrôle d'une société compétente, des zones de stockage afin de prévenir toute contamination des sols.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Gestion des Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 5.4.3, 5.5.3 et 8.3.4

Thème(s) : Autre, Vérification sur place

Prescription contrôlée :

5.4.3 Condition de réception

Les déchets sont acheminés sur le site en vrac par camions ou péniches uniquement. Tout déchet arrivant sous un autre type de conditionnement (fût, bidon...) est interdit, retourné au producteur et fait l'objet d'un bordereau de refus tel que précisé à l'article 5.2.4 des présentes prescriptions.

5.5.3 Vérification sur place

Toute arrivée de déchets au sein de l'une des installations du site fait l'objet des vérifications décrites au présent article. Ces vérifications doivent pouvoir être aisément réalisées à l'arrivée de ces déchets. Le mode de livraison des déchets doit être adapté à l'exercice systématique de ces vérifications.

Chaque chargement de déchets fait l'objet d'une inspection visuelle et éventuellement d'un contrôle olfactif avant ou après le déchargement.

À cette occasion, les documents suivants sont vérifiés :

- le cas échéant, les documents requis par le règlement CE 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le cas échéant, le **certificat d'acceptation préalable** en cours de validité ;
- le bordereau de suivi du déchet ;
- tout autre exemplaire original d'un document de suivi qui s'avérerait nécessaire.

Par ailleurs le chargement de déchets fait l'objet des vérifications suivantes :

- mesure de la température si nécessaire ;
- détection de la radioactivité si le déchet est d'origine extérieure au site, c'est-à-dire non produit par l'une des installations de traitement des déchets du site. (...)
-

La vérification sur place a pour objet notamment de vérifier la conformité des déchets réceptionnés avec les informations fournies lors de l'**information préalable**. Toute livraison de déchets n'ayant pas fait l'objet d'une **information préalable** est refusée.

En cas de non-présentation des documents susvisés ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus de chargement à l'inspection des installations classées, au préfet de Seine-Maritime, au préfet du département du producteur du déchet, au producteur, ou détenteur, du déchet et, si nécessaire, aux différents intermédiaires notés sur le bordereau de suivi. Il renseigne par ailleurs le registre prévu à cet effet (article 5.2.4 des présentes prescriptions).

Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement peuvent être déterminées en fonction des procédures de surveillances appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.

Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, une vérification de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impérative. Le mode de conditionnement doit permettre la libre réalisation de ces vérifications. Il appartient, le cas échéant, à l'exploitant de décider de la nécessité de procéder à un nouveau conditionnement.

Lorsque le déchet est définitivement accepté, un accusé de réception est délivré au producteur ou détenteur du déchet. Le bordereau de suivi de déchet est dûment renseigné (article 5.2.5 des présentes prescriptions). (...).

8.3.4. Réception sur site

Lors de la réception des terres ou déchets sur le site, l'exploitant s'assure de la conformité documentaire et des chargements comme spécifiés au chapitre 5.5 des présentes prescriptions. Les

terres et déchets sont acheminés sur le site par camions ou par voie fluviale.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence d'un camion citerne de la société Yves MADELINE dont le chargement a été accepté sur le site le jour de la visite. Selon le témoignage du chauffeur, il a été orienté par l'agent d'accueil vers l'alvéole n°2 de la zone 5 pour procéder au vidage.</p> <p>Aucun document ne semble avoir été vérifié à l'arrivée du déchet, pour au moins vérifier la conformité des déchets réceptionnés avec les informations fournies de l'information préalable.</p> <p>Dans le cas présent, la lecture du BSD n° 20250925-P14V5TKB1 mentionne un déchet dangereux <u>liquide</u> sous le nom de boues hydrocarburées (code déchets 13 05 02) <i>alors que le CAP SK509-SVS-T-2412233 correspondant indique un code déchet 16 07 08</i> (déchet contenant des hydrocarbures).</p> <p>De plus, le déchet a été acheminé en citerne et non en vrac par camion benne ou péniche, ce qui aurait dû aussi alerter visuellement.</p> <p>L'inspection constate la présence de déchets liquides contenus dans l'alvéole n°2 par un merlon de terre d'une hauteur de 1 m environ. Les déchets liquides couvrent l'ensemble de la superficie de l'alvéole 2 de la zone n°5 (stockage des déchets dangereux, des terres polluées)</p> <p>L'inspection constate ainsi que toute arrivée de déchets sur le site ne fait pas l'objet de vérifications décrites dans le présent article.</p> <p>Après la visite et pour faire suite à la demande de la DREAL, l'exploitant indique dans son courriel du 7 octobre 2025, avoir refusé le déchet réceptionné le 26/09/25 sous Trackdéchets. Le déchet a été repris le 3 octobre par le producteur via 2 camions hydrocureurs de la société SARP Nord, bons de pesée à l'appui de 12,84 t et 7,78 t (= 20,62 t).</p> <p>Écart réglementaire majeur n°3 : le fait de ne pas vérifier toute arrivée de déchets au sein des installations du site et de ne pas s'assurer de la conformité documentaire et des chargements constituent deux non-conformités à l'article 5.5.3 et 8.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 15 jours, les articles 5.5.3 et 8.3.4 en mettant en place un dispositif de vérification systématique à toute arrivée de déchets au sein des installations du site, par exemple une procédure facilitant notamment les vérifications administratives (documents) et visuelles du déchet réceptionné, en formant le personnel en charge du contrôle de l'admission des déchets pour garantir un meilleur contrôle à la réception et une meilleure prise en charge des chauffeurs lorsqu'ils évoluent sur le site (consignes écrites à leur attention, fourniture d'un plan, identification claire des zones de déchargement par des panneaux, voire accompagnement des chauffeurs par du personnel SOLVALOR SEINE dédié).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours
N° 7 : Mesure de bruit
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des valeurs d'émission

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une mesure de bruit au plus tard 3 mois après mise en service de la centrale à béton puis tous les 3 ans si les valeurs limites sont respectées. Cette mesure de bruit est réalisée en période de fonctionnement normal du site et doit notamment inclure la fin de l'activité de déchargement des barges (pour prendre en considération la période où le godet de la grue racle le fond de cale de la barge) ainsi que l'activité de concassage le cas échéant. Un point de mesure sera rajouté au niveau du coteau sur la partie Est de la commune d'Amfreville-la-Mivoie.

La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. La durée de chaque mesure est d'une demi-heure au moins.

En cas de non-conformité, les résultats de mesure sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés d'un plan d'action et de propositions en vue de corriger la situation. Dans ce cas, de nouvelles mesures sont réalisées 6 mois après ces mesures non-conformes.

Constats :

L'inspection constate qu'une nouvelle mesure de bruit a été réalisée du 19 au 20 juin 2025 suite à la non-conformité relevée sur l'émergence dans la précédente campagne de mesure 5 au 7 novembre 2024 qui suggérait de refaire une mesure de bruit résiduel pendant une période d'arrêt complet du site (arrêt de la machine notamment).

Le rapport de mesure effectué du 19 au 20 juin 2025 conclut désormais à la conformité des niveaux sonores en limite du site et à la conformité de l'émergence dans les zones à émergence réglementée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestions des terres et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 8.3.2

Thème(s) : Autre, Condition d'entreposage des terres et déchets

Prescription contrôlée :

Les zones indiquées à l'article précédent sont clairement délimitées (mise en place de plots à mini-ma) et identifiées sur le site. Les lots de chacun des producteurs ou détenteurs initiaux y sont clairement délimités et identifiés. Un panneau d'affichage placé à proximité de chaque zone et/ou de chaque lot indique :

- le numéro de la zone ;
- le numéro et nom de chacun des lots de déchets stockés sur la zone, ainsi que leur date d'arrivée sur site ;
- la caractéristique des terres et déchets présents dans la zone (pollution / organique / minérale...) ;
- la quantité de terres ou déchets présents dans la zone ;
- la date d'identification de cette quantité.

Le mélange de lots n'est autorisé qu'avant traitement par lavage ou biopile. Les zones destinées à accueillir des déchets dangereux sont couvertes, imperméables et les eaux de ruissellement sont dirigées dans les filières de traitement adaptées, conformément au titre 4 des présentes prescriptions. Les autres zones de même que les voies de circulation sont imperméabilisées.

La hauteur limite des tas constitués dans chacune de ces zones est de 7 mètres, **à l'exception de la zone 7 où la hauteur des terres dangereuses est limitée à 4 mètres.** Les tas présentent des pentes

maximales de talus de 3 m horizontal pour 2 m vertical. Ces tas sont constitués à l'aide d'une chargeuse à pneus.

Constats :

L'inspection constate la présence d'un panneau indiquant les lots SL307, SL327 et SL221 au niveau de l'alvéole n°2. Or, les déchets qui venaient d'être vidés au moment de l'inspection, par le camion citerne de la société Yves Madeline sont identifiés lot n°SK509 (déchets contenant des hydrocarbures) dans Trackdéchets. De même, le déchet pâteux issu « du fond de la citerne » n'est pas identifié sur le site et se trouve d'ailleurs à proximité d'un lot SL193.

Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 7 octobre 2025 que les numéros de lots SL307, SL327 et SL221 ne correspondaient pas aux déchets présents dans l'alvéole n°2. Il précise ne pas avoir eu le temps de mettre à jour le panneau et que ces lots avaient été admis précédemment et qu'ils avaient déjà fait l'objet d'un traitement sur le site la veille, soit le 25 septembre, comme indiqué dans le registre d'admission transmis le 14 octobre par courriel.

Écart réglementaire majeur n°4 : le fait de ne pas clairement identifier et délimiter les lots de chaque producteur et/ou détenteur initial afin de prévenir tout mélange de lot au sein des installations du site constitue une non-conformité à l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020.

L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, **sous un délai de 15 jours**, l'article 8.3.2 en identifiant et délimitant clairement les lots de chaque producteur et/ou détenteur initial afin de prévenir tout mélange de lot à l'arrivée de déchets au sein des installations du site. Il doit s'assurer que les indications sur les panneaux correspondent bien aux lots.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Traçabilité / BSD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 5.2.5 et article R.541-45 du CE

Thème(s) : Autre, Complétude d'un BSD

Prescription contrôlée :

Article 5.2.5. Bons de suivi de déchets

Chaque lot de déchets dangereux accepté sur site est accompagné d'un bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement; ce bordereau, émis par le producteur / détenteur du déchet, est complété. Des copies de ce bordereau sont transmises à l'installation émettrice une fois le déchet réceptionné sur site et traité ou sortant du site dans un délai maximal de un mois à compter de la date de réception puis de la date de traitement lorsque le traitement est supérieur à un mois.

Un bordereau de suivi des terres excavées réutilisables peut également accompagner les terres reçues sur le site. Il doit être renseigné conformément au «guide de réutilisation des terres excavées».

Article R541-45 du code de l'environnement

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

La vidéo n°1 transmise à l'inspection sous pli anonyme d'août 2025 montre le déchargement d'un déchet liquide noir depuis un camion citerne de la société SEPS disposant des pictogrammes ADR : inflammable et dangereux pour l'environnement. Lors de la visite l'exploitant a déclaré qu'il s'agit de déchets dangereux liquides pour lesquels il a fait spécialement aménager le bassin. Il a également déclaré ne recevoir qu'un seul type de déchet par le transporteur parfaitement identifié sur la vidéo. Les documents de traçabilité (registre, CAP, BSD papiers) indiquent que ce transporteur n'aurait livré que des déchets non dangereux sous un code 17 05 04 (terres et cailloux). L'inspection constate que l'exploitant n'a signé aucun BSD dématérialisé correspondant à la gestion de ces déchets dangereux liquides sous Trackdéchets. Les BSD papiers transmis à l'inspection par courriel du 29/09/2025 ne sont plus autorisés depuis juillet 2022.

De plus, l'exploitant a réceptionné et traité des terres excavées dangereuses (en attente de caractérisation HP1 à HP15 à la demande de l'Unité bi-départementale de la DREAL de Caen) depuis la plateforme SOLVALOR SEINE de Blainville-sur-Orne, sans qu'aucun BSD ne soit émis et signé à réception et sans attendre le résultat de la caractérisation et en particulier des tests relatifs à la propriété HP14 dont les rapports reçus postérieurement au traitement des terres ont été remis à l'ins-

pection le jour de la visite.

Par ailleurs et comme vu plus haut, l'inspection constate une incohérence entre les certificats d'acceptation préalable (CAP) et BSD émis, par exemple le BSD n°20250918-TAXS5ZEBZ indique un code déchet 13 05 07* (boues hydrocarburées) alors que le CAP n°SK509-SVS-T-2412233 correspondant indique un code 16 07 08* (déchets contenant des hydrocarbures).

Des anomalies sont également identifiées dans les BSD de regroupement. Des déchets liquides devraient ainsi aller initialement en unité d'incinération de déchets dangereux et non être dirigés vers le site de SOLVALOR SEINE. Les producteurs et centre de regroupement de déchets dangereux liquides ont émis des BSD dont la destination immédiate ou ultérieure était la société SOLVALOR SEINE sans s'assurer que le site de SOLVALOR SEINE est autorisé à les prendre en charge.

Écart réglementaire majeur n° 5 : le fait de ne pas s'assurer que chaque lot de déchets dangereux accepté sur site est accompagné d'un bordereau de suivi de déchet électronique (dématérialisé dans la base de donnée nationale Trackdéchet) tel que prévu à l'article R.541-45 du code de l'environnement constitue une non-conformité à l'article 5.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020.

L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, **sous un délai de 15 jours**, l'article 5.2.5 en s'assurant que tous les déchets dangereux solides admis sur son site sont accompagnés d'un BSD électronique ou sont refusés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 6: l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** vérifier la cohérence entre ces CAP et BSD des déchets amenés en août 2025 par les producteurs Viam, SEPS, Orano, les corriger et/ou faire corriger le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure , Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Mélange de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/09/2025, article L.541-7-2

Thème(s) : Autre, Mélange de déchets dangereux et non dangereux

Prescription contrôlée :

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Par dérogation à l'alinéa précédent, des opérations de mélanges peuvent être autorisées si elles sont réalisées dans une installation visée à l'article L. 511-1 soumise à autorisation ou à enregistrement, si l'opération de mélange s'effectue selon les meilleures techniques disponibles et, sans mettre en danger la santé humaine ni nuire à l'environnement, n'en aggrave pas les effets nocifs sur l'une et l'autre.

Lorsqu'un mélange de déchets dangereux a été réalisé en méconnaissance des alinéas précédents, une opération de séparation doit être effectuée si le mélange a pour conséquence de mettre en danger la santé humaine ou de nuire à l'environnement, dans la mesure où elle est techniquement

possible, dans une installation visée à l'article L. 511-1 soumise à autorisation ou à enregistrement.

Constats :

L'inspection constate la présence d'un panneau indiquant 3 lots numérotés SL307, SL327 et SL221 au niveau de l'alvéole n°2 de la zone de stockage de terres pollués (déchets dangereux).

Dans son courriel du 7 octobre 2025, l'exploitant précise que les lots SL307, SL327 et SL221 avaient déjà fait l'objet d'un traitement la veille et ne correspondaient pas à ce qui se trouvait réellement dans l'alvéole n°2 mais qu'il n'avait pas eu le temps de rectifier le panneau et d'inscrire le lot SK509. Il précise que les fractions sortantes à l'issue du traitement des lots SL307, SL327 et SL221 font actuellement l'objet de test de dangerosité afin de démontrer le caractère non dangereux des déchets en sortie de process.

Toutefois, à la lecture des BSD correspondants, l'inspection constate que le déchet du lot SL221 était un déchet dangereux liquide (code déchets 130502*) et qu'il a été mélangé avec les lots SL307 et SL327 qui étaient des déchets non dangereux.

De plus, l'inspection constate dans la zone 3 dédiée aux déchets non dangereux, la présence :

- d'un déchet pâteux (déchets dangereux au regard du BSD) qui venait d'être vidé par un camion citerne de la société Yves Madeline à proximité du lot SL193 ;
- d'un merlon de terre semblant contenir des déchets liquides dans une alvéole non couverte.

Écart réglementaire majeur n° 6 : le fait de déverser des déchets dangereux (liquides ou solides) sur des déchets non dangereux (terres solides ou liquides non dangereux) constitue une non-conformité à l'article L.541-7-2 du code de l'environnement qui stipule « *Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.* ».

L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer **au plus tard sous un délai d'un mois**, à l'article L.541-7-2 du code de l'environnement en procédant au nettoyage des deux zones du site ayant fait l'objet de mélange déchets dangereux et non dangereux et mettant fin à la pratique du mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux.

Une amende administrative de 15 000€ est également proposée à l'encontre de l'exploitant pour ces faits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°7 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** transmettre à l'inspection une caractérisation de la dangerosité (sur la base d'une analyse complète en substances dangereuses sur matière brut) de toutes les fractions (graves, sables et fines) de déchets sortants après traitement des lots SL307, SL327 et SL221 et justifier de la compatibilité de leur destination vers une filière de valorisation le cas échéant avec des analyses complémentaires de paramètres en lixiviation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, Amende, Demande de justificatif à l'exploitant,

Proposition de délais : 1 mois

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté préfectoral du _____ mettant en demeure la société SOLVALOR SEINE de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et en matière de prévention et de gestion des déchets, pour son établissement situé sur les communes de SOTTEVILLE LES ROUEN et d'AMFREVILLE LA MIVOIE et ordonnant le paiement de deux amendes administratives d'un montant de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) et de 15 000 € (quinze mille euros)

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L. 541-2 et L.541-3, L.541-7-2, R.122-2 et son article annexe, R.181-46, R.512-69 et R.541-45 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu la décision d'exécution (EU) n°2018/1147 de la commission de 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020 autorisant et réglementant les activités exercées par la société SOLVALOR SEINE sur les communes de Sotteville-lès-Rouen et à Amfreville-la-Mivoie ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu Le signalement reçu par la DREAL en août 2025 incluant des vidéos de camions déchargeant des déchets liquides sur le site SOLVALOR

- Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 26 septembre 2025 sur le site de la société SOLVALOR SEINE et transmis à l'exploitant le 6 novembre 2025 ;
- Vu les bordereaux de suivi de déchets dangereux n° BSD-20250925-P14V5TKP1, n° BSD-20250918-TAXS5ZEBZ, n°BSD-20250904-NFCFBZBN0, n°BSD-20250911-1HGV48PGB (Yves MADELINE) ;
- Vu le certificat d'acceptation préalable (CAP) n°SK509-SVS-T-2412233 délivré à la société Yves MADELINE par la société SOLVALOR SEINE ;
- Vu le bordereau de suivi de déchets dangereux n° BSD-20250808-BAB5T11PN associé au CAP n° SL-194-SVS-T-2505256 (producteur ORANO RECYCLAGE via Transporteur VIAM) et le bordereau de suivi de déchet n° BSD-20250814-CDE associé au CAP n° SL001-SVS-T-250111 (société SEPS) ;
- Vu le registre Trackdéchets relatif à la télédéclaration obligatoire des déchets dangereux et déchets de terres excavées et de sédiments entrants sur l'installation de la société SOLVALOR SEINE mentionnant l'admission de 1036 t de déchets dangereux liquides sur le site situé à Sotteville les Rouen et à Amfreville la Mivoie entre le 1^{er} janvier 2025 et le 22 septembre 2025 ;
- Vu Le courriel de la société SOLVALOR SEINE en date du 7 octobre 2025 à la DREAL ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courrier/courrier électronique en date du XXX.

CONSIDÉRANT :

que la société SOLVALOR SEINE est autorisée à exploiter une installation de transit et de valorisation de terres, de déblais de chantier et de déchets du BTP dangereux et non-dangereux sur les communes de SOTTEVILLE-LES-ROUEN et AMFREVILLE-LA-MIVOIE, au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que les déchets précités sont admis sur le site de la société SOLVALOR SEINE en vue de leur traitement par un procédé de lavage ou par un traitement biologique ;

que le site est également autorisé à exploiter une centrale à béton et une activité de sédimentations de boues de dragage de la Seine non dangereuses ;

que les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020, lequel n'autorise ni le transit, ni le traitement de déchets liquides autres que les sédiments de dragage non dangereux ;

que la DREAL a été destinataire d'une plainte anonyme reçue le 22 août 2025, vidéos et photos à l'appui montrant notamment des déversements volontaires d'effluents liquides depuis des camions hydrocureurs et des camions citerne directement au droit de zones de stockage de terres en extérieur, des bassins d'eaux encrassés, un débordement d'une cuve du réseau d'eaux industrielles réputé fermé ;

que l'inspection a procédé en salle à une vérification des documents obligatoires de traçabilité des déchets afférents aux dépotages concernés et qu'il est apparu des manquements et de graves

lacunes lors de l'admission des déchets par la société SOLVALOR SEINE, en l'occurrence des défauts de contrôle à l'admission et des erreurs manifestes dans la traçabilité ;

qu'en particulier :

- Le registre des déchets entrants et les documents associés (Fiche d'information préalable, certificat d'acceptation préalable et Bordereau de suivi de déchets (BSD)) concernant les déchets apportés par la société SEPS indiquent que la société SEPS n'aurait livré que « *des déchets de sables et cailloux relevant du code déchet 17 05 04 non dangereux pâteux ou solides dont SEPS est le collecteur et serait également le producteur basé en région Occitanie* ». L'inspection constate que la vidéo transmise par la plainte montre des déchets liquides noirâtres hydrocarbonés déversés dans le bassin dédié à la réception des sédiments non dangereux depuis un camion hydrocureur portant le logo SEPOS sur lequel sont signalés les pictogrammes de dangers relatifs aux matières dangereuses transportées suivants : inflammable et dangereux pour l'environnement ;
- le bordereau de suivi de déchet n° BSD-20250814-CDE associé au CAP n° SL001-SVS-T-250111 (société SEPS) est un bordereau papier qui mentionne un chargement de terres et cailloux alors que la vidéo montre le déversement d'un déchet liquide noir de type hydrocarbonés ;
- Le bordereau de suivi de déchets dangereux n° BSD-20250808-BAB5T11PN associé au CAP n° SL-194-SVS-T-2505256 (producteur ORANO RECYCLAGE via Transporteur VIAM) mentionne le transport de laitance de béton solide alors que la vidéo montre le déversement d'un déchet liquide noir de type hydrocarboné ;

que lors de la visite sur le terrain, il a été constaté la présence d'un camion citerne de la société Yves MADELINE immatriculé EJ-405-BM sur lequel étaient apposées les plaques de signalisation des dangers relatifs aux matières dangereuses transportées suivantes : plaque orange « 30-1993 » (l'UN 1993 signale un LIQUIDE INFLAMMABLE) et pictogrammes « inflammable » et « dangereux pour l'environnement » en application de la réglementation ADR de transport de marchandises dangereuses qui s'applique également aux transports de déchets dangereux ;

que bien que s'agissant de déchets liquides, le contenu de ce camion citerne a été déversé au sein de l'alvéole n°2 de la zone n°5, afférente au stockage temporaire de déchets dangereux solides ou pelletables, ou de terres polluées en attente de traitement ;

que selon le témoignage du chauffeur rencontré à cette occasion, le vidage de la citerne s'est effectué gravitairement par un orifice à l'arrière de celle-ci, le basculement de la citerne vers l'arrière étant empêché par la toiture couvrant les alvéoles ;

qu'ainsi, il a été constaté la présence de déchets de couleur noirâtre au sein de l'alvéole n°2, laquelle est constituée de 3 murs en béton et est couverte par un auvent. La 4^{ème} face de l'alvéole est matérialisée par un merlon de terre d'une hauteur de 1 m environ afin de contenir le déchet liquide dans ladite alvéole en l'absence d'un réservoir étanche approprié à la nature liquide des déchets ;

que le déchet en question, déposé quelques minutes avant le constat, couvre l'ensemble de la superficie de l'alvéole sur une surface plane, ce qui tend à confirmer le caractère liquide du déchet ;

qu'une pancarte est apposée au niveau de l'alvéole identifiant les lots n° SL 307, SL 327 et SL 221 dont aucun numéro ne correspond finalement au numéro de lot n°SK509 mentionné dans les documents de traçabilité relatif à l'apport de déchet de la société Yves MADELINE en date du 26 septembre 2025 ;

que les éléments du bordereau de suivi de déchet dangereux n°20250925-P14V5TKP1 correspondant à un bordereau dit de regroupement sans perte de traçabilité (les numéros des bordereaux des producteurs initiaux étant mentionnés en annexe II) mentionnent :

- la société Yves MADELINE de BLAINVILLE-SUR-ORNE (SIRET : 311 127 195 00064) comme émetteur d'un bordereau de regroupement en tant qu'installation de regroupement de 15 lots de déchets dont l'identité des producteurs initiaux est maintenue connue ;
- la société SOLVALOR SEINE (SIRET : 788 458 776 00028) comme installation de destination finale en vue d'une opération d'élimination/valorisation « R5 » ;
- le code déchet n° 13 05 02* correspondant à des « boues hydrocarburées » qualifiées de liquides ;
- le conditionnement en citerne d'une quantité estimée à 20t ;
- la mention au titre de la réglementation ADR « UN 1993 DÉCHET LIQUIDE INFLAMMABLE, N.S.A. (Hydrocarbures), 3, III, (D/E) et « DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT » ;

qu'ainsi, compte tenu de ces éléments, les déchets qui ont été admis et déchargés le 26 septembre 2025 au sein de l'alvéole n°2 sont bien des déchets liquides dangereux ;

que l'exploitant a indiqué lors de l'inspection que ces déchets liquides dangereux sont traités dans son procédé de traitement des terres polluées ;

que la décantation de déchets liquides dangereux est un mode de traitement au sens du document de référence « BREF WT » relatif au traitement de déchet applicable au site SOLVALOR SEINE ;

que cette activité relève de la rubrique n° 3510 « Élimination ou valorisation des déchets dangereux » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour une capacité supérieure à 10 t/j ;

que SOLVALOR SEINE n'est pas autorisé pour effectuer de la décantation de déchets liquides sur son installation, l'admission de déchets liquides étant même interdite explicitement à l'article 5.4.5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020 ;

qu'au regard de la quantité admise lors de la visite du 26 septembre 2025 au sein de l'alvéole n°2, la capacité de déchets liquides dangereux était supérieure à 10 t, soit au seuil de la rubrique n°3510 ;

que cette activité constitue une modification substantielle des conditions d'exploitation du site SOLVALOR devant faire l'objet d'une évaluation environnementale systématique en application de la rubrique 1 a) du tableau figurant en annexe de l'article R.122.2 du code de l'environnement ;

qu'il apparaît ainsi que la société SOLVALOR SEINE exerce une activité sans bénéficier de l'autorisation requise ;

que par ailleurs, les modalités de stockage dans une alvéole conçue pour le stockage de terres polluées ne permettent pas de prévenir le risque de pollution susceptible d'être engendré par un déchet liquide dangereux ;

qu'un suintement est visible à l'extérieur de la paroi en béton de l'alvéole, et s'écoule sur le sol non étanche à cet endroit ;

que par ailleurs, un piézomètre est situé juste à l'arrière de l'alvéole et constituerait une voie préférentielle de migration des déchets liquides dangereux vers les eaux souterraines en cas de fuite depuis ladite alvéole ;

que le site n'est pas conçu pour recevoir des déchets liquides dangereux en tant qu'il ne dispose pas de moyens techniques ni de capacités de stockage étanches et fermées (bacs, cuves, rétention, etc.) requis pour réaliser cette activité dans de bonnes conditions notamment pour prévenir le risque sur la santé humaine et la pollution susceptible d'être engendré par l'épandage d'un déchet dangereux liquide ou pour limiter son impact dans l'environnement (captation des émissions de COV et des odeurs notamment) ;

que, de plus, la réception de déchets liquides dangereux apparaît être une pratique récurrente sur le site de SOLVALOR SEINE, ce qui est confirmé par la consultation du registre des déchets entrants disponible sur la base de données nationales Trackdéchets, lequel recense sur la période du 1^{er} janvier 2025 et 22 septembre 2025, l'admission d'un total d'au moins 1 036 t de déchets liquides dangereux sur le site ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement qui dispose : « *I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, **lorsque des installations ou ouvrages sont exploités**, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés **sans avoir fait l'objet de l'autorisation**, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, **l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation** dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. **Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 €** par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct. »*

que la quantité de déchets liquides dangereux admise illégalement sur le site depuis le 1^{er} janvier 2025 (1 036 t) et prise en charge selon des modalités non respectueuses des règles de l'art et des standards requis de la profession justifient que le montant de l'amende soit porté à son maximum, soit 45 000 € (quarante-cinq mille euros), compte tenu du chiffre d'affaires correspondant à ce marché « déloyal » (200 000 €, prix moyen du marché de 200 €/ tonne concernant le traitement de ce type de déchets) ;

que par ailleurs, l'inspection a constaté le jour de la visite « l'égouttage » du camion citerne de la société YVES MADELINE, qui contenait des déchets liquides dangereux, lequel « égouttage » s'est matérialisé par le dépôt d'un produit pâteux au droit de la zone n°3 destinée au stockage de déchet non dangereux ;

que selon les dires du chauffeur rencontré sur les lieux, cette opération s'est effectuée en application des indications orales qu'il avait reçues de la part du personnel de SOLVALOR SEINE en charge de l'admission des déchets, avec un plan du site à l'appui ;

qu'en outre, lors du visionnage des vidéos, objets du signalement susvisé reçu en août 2025 par la DREAL, il apparaît que le dépotage du camion hydrocureur de la société SEPS au mois d'août 2025, qui contenait des déchets liquides dangereux selon les informations mentionnées dans le bordereau de suivi de déchets a été effectué au droit de la zone de traitement des sédiments non inertes non dangereux issus des boues de dragage de la Seine ;

qu'il apparaît donc que des déchets dangereux liquides hydrocarbonés ont été mélangés avec des déchets dangereux de catégorie différente tels que des terres qui sont des déchets solides dangereux (Zone 5) et avec des déchets non dangereux (Zone 3) sur le site de SOLVALOR SEINE ;

que ce fait contrevient aux dispositions de :

- l'article L.541-2 du code de l'environnement qui dispose : « *Tout producteur ou **détenteur de déchets est tenu d'en assurer** ou d'en faire assurer la gestion, **conformément aux dispositions du présent chapitre** » (Chapitre I^{er} : Prévention et gestion des déchets (Articles L541-1 à L541-50)) ;*
- l'article L.541-7-2 du code de l'environnement qui dispose : « *Le mélange de **déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux** et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets **sont interdits** » ;*

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOLVALOR SEINE de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables en matière de prévention et de gestion des déchets pour son établissement situé sur les communes de SOTTEVILLE-LES-ROUEN et AMFREVILLE-LA-MIVOIE ;

que l'article L.541-3 du code de l'environnement prévoit, en pareil cas, que le préfet peut ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € par le même acte que celui de mise en demeure, indépendamment des poursuites pénales pouvant être exercées ;

que l'inobservation par une société spécialisée dans le domaine du déchet d'une disposition aussi élémentaire relative à l'interdiction de mélange, justifie que le montant de l'amende soit porté à son maximum, soit 15 000 € (quinze mille euros) ;

que par ailleurs, l'exploitant a admis des déchets dangereux sans BSD électronique et que ceci constitue un non-respect de l'article 5.2.5 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 et de l'article R 541-45 du Code l'environnement ;

qu'enfin, la visite d'inspection du 26 septembre 2025 a mis en évidence des non-conformités quant à la traçabilité, au contrôle à l'admission des déchets et à l'absence de déclaration d'un accident pour lesquelles il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Évacuation des déchets dangereux liquides, nettoyage du site et contrôle de l'étanchéité des plateformes de stockage.

La société SOLVALOR SEINE (SIRET n°788 458 776 00028), dont le siège social est situé à la Haye de Pan à BRUZ (35170), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles L.541-3 et L.541-7-2 du code de l'environnement, de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020, dans les délais indiqués.

Ces dispositions seront réputées respectées si l'exploitant :

Sous un délai d'un 1 jour à compter de la notification du présent arrêté :

- cesse la réception des déchets liquides ;

Sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- fait connaître à l'inspection s'il envisage ou non de régulariser sa situation administrative en déposant une demande d'autorisation pour pouvoir réceptionner des déchets liquides dans les installations ;
- dans le cas d'un dépôt d'une demande d'autorisation environnementale, il doit être réalisé dans **un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- nettoie les deux zones du site (la zone 3 et la zone destinée à la sédimentation des boues de dragages) ayant fait l'objet de mélange de déchets dangereux et non dangereux et met fin à la pratique du mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ;
- vérifie le bon état et de l'étanchéité, par un contrôle d'une société compétente, des deux zones de stockage afin de prévenir toute contamination des sols.

Article 2- Traçabilité

La société SOLVALOR SEINE (SIRET n°788 458 776 00028), dont le siège social est situé à la Haye de Pan à BRUZ (35 170), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.2.5 et 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 et de l'article R.541-45 du code de l'environnement afin de garantir la bonne traçabilité des déchets sur son site **sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Ces dispositions seront réputées respectées si l'exploitant :

- s'assure que tous les déchets dangereux admis sur son site sont accompagnés d'un BSD électronique ;
- identifie et délimite clairement les lots de chaque producteur et/ou détenteur initial afin de prévenir tout mélange de lot à l'arrivée de déchets au sein des installations du site. Il doit s'assurer que les indications sur les panneaux correspondent bien aux lots.

Article 3 – Contrôle à l'admission

La société SOLVALOR SEINE (SIRET n°788 458 776 00028), dont le siège social est situé à la Haye de Pan à BRUZ (35170), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.5.3 et 8.3.4 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 afin de garantir les contrôles à l'admission **sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Ces dispositions seront réputées respectées si l'exploitant :

- met en place un dispositif de vérification systématique à toute arrivée de déchets au sein des installations du site ;
- formalise une procédure relative aux vérifications administratives (documents) et visuelles du déchet réceptionné ;
- forme le personnel en charge du contrôle de l'admission des déchets pour garantir un meilleur contrôle à la réception et une meilleure prise en charge des chauffeurs lorsqu'ils évoluent sur le site (consignes écrites à l'attention des chauffeurs, fourniture d'un plan, identification claire des zones de déchargement par des panneaux, voire accompagnement des chauffeurs par du personnel SOLVALOR SEINE dédié).

Article 4 : Rapport d'incident

La société SOLVALOR SEINE (SIRET n°788 458 776 00028), dont le siège social est situé à la Haye de Pan à BRUZ (35170), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 **sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Ces dispositions seront réputées respectées si l'exploitant :

- transmet un rapport d'incident relatif à l'incident survenu en août 2025 sur le circuit d'eaux industrielles devant préciser, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

La déclaration de l'incident peut aussi être effectuée par télédéclaration via le lien <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>.

Article 5- Exploitation illégale d'une Installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation

Au titre de l'article L.171-7 du code de l'environnement, une amende administrative d'un montant de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) est infligée à la société SOLVALOR SEINE (SIRET n° 788 458 776 00028), dont le siège social est situé à la Haye de Pan à BRUZ (35170), pour avoir exploité une activité sans l'autorisation requise.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur régional des finances publiques de Normandie.

Article 6 – Interdiction de mélange de déchets dangereux et non-dangereux

Au titre de l'article L.541-3 du code de l'environnement, une amende administrative d'un montant de 15 000 € (quinze mille euros) est infligée à la société SOLVALOR SEINE (SIRET n°788 458 776 00 028), dont le siège social est situé à la Haye de Pan à BRUZ (35170), pour avoir mélangé des déchets dangereux avec des déchets non dangereux.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 15 000 € (quinze mille euros) est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur régional des finances publiques de Normandie.

Article 7

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 6 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.541-3 du code de l'environnement.

Article 8

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 9

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de SOTTEVILLE-LES-ROUEN et d'AMFREVILLE-LA-MI-VOIE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 10

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la maire de la commune de SOTTEVILLE-LES-ROUEN, le maire de la commune d'AMFREVILLE-LA-MI-VOIE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur régional des finances publiques de Normandie ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SOLVALOR SEINE.

Fait à Rouen, le

Le préfet,